

**BURKINA FASO**

-----  
Unité-Progrès-Justice



**66<sup>E</sup> SESSION DE LA COMMISSION DES STUPEFIANTS (CND)**  
**(VIENNE, DU 13 AU 17 MARS 2023)**

**Déclaration du BURKINA FASO au débat général**

Prononcée par :

**Son Excellence Monsieur Francis Kounbeyaole HIEN,**  
Chargé d'Affaires a.i.

**Monsieur le Président,**

Je voudrais vous féliciter, ainsi que les autres membres du Bureau, pour votre élection et vous assurer de la pleine coopération de ma délégation pour la réussite de votre mission. Je remercie le Secrétariat pour les efforts déployés en vue de préparer cette session.

La délégation burkinabè souscrit aux déclarations faites aux noms du G77 plus la Chine et du Groupe africain et souhaite faire les commentaires suivants à titre national.

**Monsieur le Président,**

Le Burkina Faso, à l'instar de nombreux autres pays, est profondément préoccupé par le fléau des drogues qui devient de plus en plus grandissant, avec de nombreux impacts sur la santé des populations ainsi que sur la sécurité et le développement des Etats.

Notre préoccupation se justifie au regard des tendances constatées sur ce phénomène, telles que reflétées dans le rapport mondial 2022 sur les drogues, qui indique que 284 millions de personnes dans le monde ont consommé des drogues en 2020, soit une augmentation significative par rapport à 2019.

Ces tendances inquiétantes montrent une augmentation sans précédent de la consommation du cannabis et l'utilisation non médicale de certains produits pharmaceutiques comme le tramadol, en particulier par les jeunes; ce qui pose de véritables problèmes de santé publique, augmente la criminalité et fragilise la sécurité et les économies des pays en développement. En ce sens, ma délégation prend note des inquiétudes exprimées par l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants dans son rapport 2022 qui alerte sur les dangers que les initiatives de dépénalisation du cannabis représentent pour la santé des populations et pour la sécurité des Etats.

Face à ce phénomène, ma délégation rappelle que le combat contre le problème mondial de la drogue demeure une responsabilité commune et partagée de tous. Le Burkina Faso réaffirme son ferme attachement aux trois Conventions internationales relatives au contrôle des drogues, en tant que piliers d'une coopération internationale efficace pour combattre le problème mondial de la drogue.

Ma délégation reconnaît que des défis nouveaux peuvent émerger, mais nous pensons que ces défis devraient être abordés en conformité avec les trois conventions internationales et dans le respect de tous nos engagements politiques visant à aborder et combattre le problème mondial de la drogue.

C'est pourquoi nous soutenons l'initiative de la tenue en 2024 d'une réunion de haut niveau pour examiner à mi-parcours les progrès accomplis dans la mise en œuvre de tous les engagements internationaux en matière de politique de lutte contre la drogue. Nous félicitons Son Excellence Miguel Camilo Ruiz BLANCO, Représentant Permanent de la Colombie et Président de cette session, pour avoir présenté le projet de résolution relatif à l'organisation de l'examen à mi-parcours, ainsi que pour la manière exemplaire avec laquelle il a conduit les négociations sur ce projet de résolution.

**Monsieur le Président,**

Au regard des défis de plus en plus énormes liés au contrôle international des drogues d'une part, et la nécessité d'assurer la disponibilité des substances à des fins médicales et scientifiques, d'autre part, il est plus que jamais urgent de renforcer la coopération régionale et internationale dans la mise en œuvre des conventions relatives au contrôle des drogues. Cette coopération internationale devrait être basée sur une approche plus globale qui prend en compte les enjeux socioéconomiques liés au trafic illicite des drogues, ainsi que la corruption et les flux financiers illicites qui y sont associés.

Ma délégation félicite la Directrice Exécutive de l'ONUDC et son équipe pour les efforts visant à développer et à mettre en œuvre des programmes et des activités pour améliorer les capacités techniques des acteurs de la chaîne de contrôle des drogues, ainsi que pour renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le problème mondial de la drogue.

Dans ce cadre, nous saluons l'ouverture d'un Bureau pays de l'ONUDC au Burkina Faso et assurons l'Office de l'engagement du Gouvernement à collaborer avec ce Bureau pour prévenir et combattre toutes les formes de criminalité.

Nous appelons en outre tous les États membres à soutenir l'ONUDC, la Commission des Stupéfiants ainsi que l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants afin de poursuivre les efforts de lutte contre le problème mondial de la drogue.

Enfin, je voudrais réaffirmer la détermination ma délégation à travailler avec toutes les autres délégations pour un succès de cette session.

**Je vous remercie**